

LA LETTRE DU 18 JUIN

N° 256 avril 2023- Trentième année

Le combat de l'avenir

SOMMAIRE

- L'introuvable politique étrangère de l'Europe ... Jacques MYARD
- Georges Pompidou, la présidence de la connaissance... Christine ALFARGE
- Réforme des retraites 2023, quel gâchis ! ... Paul KLOBOUKOFF
- Dictionnaire des compagnons de la Libération ... Vladimir TROUPLIN
- Le dernier survivant vosgien de la deuxième division blindée

page 2
page 3
page 5
page 6
page 7





L'introuvable politique étrangère de l'Europe

Par Jacques MYARD,

Aux termes du Titre V du Traité sur l'Union européenne (TUE), l'UE a adopté des « Dispositions Générales relatives à l'action extérieure de l'Union et des dispositions spécifiques concernant la politique étrangère et de sécurité commune ».

Ce titre comporte 25 articles divisés en deux chapitres. Cette abondance de dispositions donnerait à penser que la politique étrangère et de sécurité de l'UE est une réalité tangible et non déclaratoire.

La réalité tangible s'est d'abord concrétisée par une mesure protocolaire, le titre d'ambassadeur, conféré aux chefs de missions des représentations de l'Union en poste dans des pays tiers.

En application de l'article 24 du TUE, l'UE met en œuvre sa politique étrangère et de sécurité qui est définie par le Conseil européen – composé des Chefs d'État ou de gouvernement – et par le Conseil qui statue à l'unanimité ; l'article précise que « cette politique est exécutée par le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et par les États membres... »

L'article 27 du TUE stipule : « Dans l'accomplissement de son mandat, le haut représentant s'appuie sur un service européen pour l'action extérieure », le SEAE.

Le haut représentant Josep Borrell disposait en 2021 de 346 millions d'euros au titre de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Il effectue de très nombreuses visites diplomatiques, publie autant de communiqués, sans que l'efficacité de son action puisse être appréciée au-delà de ses communications médiatiques...

La réalité est simple, l'UE a une politique étrangère de la parole. Elle commente, condamne ou exprime ses regrets sans avoir prise sur les situations au Proche et Moyen-Orient, en Afrique ou en Asie.

En fait l'UE a organisé elle-même sa propre paralysie en raison des forces centrifuges qui la traversent et illustrent son absence parfaite de vision commune, autrement dit d'une « Weltanschauung » partagée.

Cette faiblesse intrinsèque a été posée comme axiome dès la conclusion du TUE lors de la signature du Traité de Lisbonne les 18 et 19 Octobre 2007, dont le TUE constitue la première partie.

En effet l'article 42 du TUE énonce que « La politique de sécurité et de défense commune fait partie intégrante de la politique étrangère et de sécurité commune. »

Pour avoir une politique étrangère un État doit posséder des forces armées pour la soutenir :

« La défense, c'est la première la première raison d'être de l'État. Il n'y peut manquer sans se détruire lui-même. » – Charles de Gaulle.

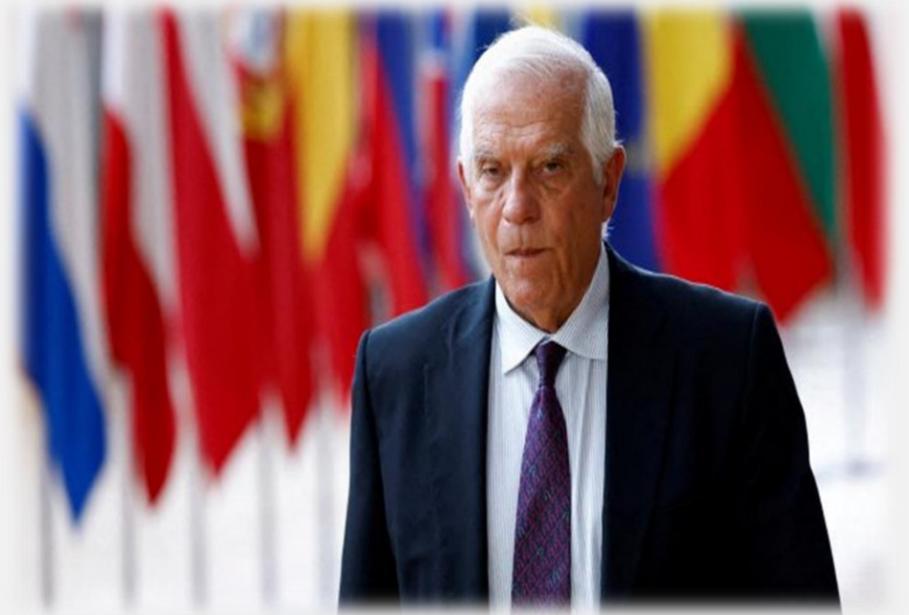
Ce que de Gaulle dit de l'État vaut encore davantage pour l'UE – qui n'est qu'une organisation internationale –. La défense européenne est un projet d'avenir qui le restera longtemps pour une raison simple, formulée à l'article 42-7 alinéa 2 du traité :

« Les engagements et la coopération dans ce domaine (sécurité) demeurent conformes aux engagements souscrits au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, qui reste, pour les États qui en sont membres, le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en œuvre. »

Emmanuel Macron a dit de l'OTAN, le 7 novembre 2019, à *The Economist*, qu'elle était en état de « mort cérébrale », recevant alors de très vives critiques de la Chancelière Angela Merkel. La guerre en Ukraine l'a revitalisée et a donné tout son sens à l'article 42-7 alinéa 2. Désormais, sous la conduite de Washington, l'OTAN est une machine américaine dont les pays européens sont les serviles vassaux.

Ni la France, ni l'Allemagne ne manifestent une quelconque velléité de secouer cette tutelle américaine qui annihile toute volonté d'indépendance.

La politique étrangère des États de l'UE s'appelle l'OTAN, c'est une évidence. Avec un autre risque en perspective, celui d'être entraîné dans la rivalité sourde mais croissante entre les États-Unis et la Chine.



« Le but de la politique étrangère est de persuader les autres de faire ce que nous voulons ou mieux encore de vouloir ce que nous voulons. » – Madeleine Albright (1937-2022), Secrétaire d'État américaine (1997-2001).

Mais avant de s'interroger sur les risques d'affrontements en Asie et surtout sur les moyens pour la France de s'en préserver, il convient de s'affranchir des naïvetés éculées qui obnubilent la politique européenne française :

- Il n'y a et il n'y a jamais eu de couple franco-allemand. Heureusement quelques esprits plus réalistes commencent à se réveiller de la béatitude ambiante. L'entretien de l'ambassadeur Claude Martin au *Figaro* du 24 mars dernier intitulé « *La solidarité européenne est illusoire* », est un coup de semonce salutaire. Les désaccords sur l'énergie, les projets d'armement, les relations avec la Chine sont patents.
- Mais il convient aussi de relire avec attention le long entretien du ministre polonais **Zbigniew Rau** au *Figaro* (17 mars 2023) qui dénonce la connivence et l'entente permanente de l'Allemagne avec la Russie depuis... la guerre de 7 ans (1756-1763) où le Tsar Pierre III renverse les alliances et sauve la Prusse de Frédéric II ; Il reproche à l'Allemagne « *d'avoir acquis une position privilégiée en Europe parce qu'elle s'est entendue avec la Russie.* » Selon lui, la Russie ne peut jamais être fiable, la sécurité en Europe ne peut être organisée avec elle mais doit l'être sans elle.

« Si vous connaissez la géographie d'un pays, vous pouvez comprendre et prédire sa politique étrangère. » – Napoléon Bonaparte.

La vision polonaise est antagoniste de la vision de la France. La politique étrangère de l'Europe devient une quadrature permanente du cercle, même si les salonnards eurobéats continuent d'en parler avec gourmandise, au mépris de la réalité.

Une chose est certaine : l'UE va continuer de payer et de reconstruire ce que d'autres s'acharnent à détruire à Gaza, en Irak ou ailleurs ; le budget de l'UE « L'Europe dans le monde » l'atteste avec plus de 11 milliards d'euros de crédits !

Mais la politique étrangère de l'UE en dehors de positions communes ou des sanctions occidentales contre la Russie n'existe pas, elle est comme le monstre du Lock Ness, on en parle mais on ne la voit jamais.

Plus que jamais la politique étrangère demeure un enjeu de la nation ; les intérêts de la nation sont, en effet, le « fondement » de sa définition et « l'instance de sa mise en œuvre. »

Charles de Gaulle le déclare avec force :

« Il est intolérable à un grand État que son destin soit laissé aux décisions et à l'action d'un autre État, quelque amical qu'il puisse être. »

**Jacques Myard Maire de Maisons-Laffitte Membre honoraire du Parlement, Président du CNR et de l'Académie du gaullisme.*



Georges Pompidou, la présidence de la connaissance (5 juillet 1911 – 2 avril 1974)

Par Christine ALFARGE,

« Il y a chez quelques hommes, je ne parle que des grands, une sorte de don magnétique. Certains savent le faire passer dans les mots, qui sont poètes, en vers ou en prose. D'autres s'en servent pour guider un peuple et l'entraîner vers une Terre promise. »
Georges Pompidou.

On est face à son devoir comme on est face à son destin.

« Je n'ai pas d'ambition et ne demande rien d'important, ni de lucratif, mais ce pays aura besoin de tout le monde et je me sentirais diminué de ne rien faire... Je n'apporte aucun génie, mais de la bonne volonté et, je crois, du bon sens. » Extrait de la lettre de Georges Pompidou à son ami René Brouillet l'un de ses camarades de l'École normale supérieure alors directeur adjoint du cabinet du général de Gaulle auquel ce dernier avait demandé quelqu'un qui savait écrire pour rédiger des notes et des rapports. Georges Pompidou commence sa carrière politique, dès 1944. L'année suivante, le général le chargera d'une tâche administrative très précise, la création de la fondation Anne-De-Gaulle. C'était avant tout une grande marque de confiance à la hauteur de l'homme de cœur Georges Pompidou qui rédigera les statuts de l'institution et sera toujours présent auprès d'Yvonne De Gaulle dont il sera très proche.

La réforme, oui, la chienlit, non !

En sortant du palais de l'Élysée le 20 mai 1968 où il rencontre le Président de la République à son retour d'un voyage officiel en Roumanie, le Premier ministre Georges Pompidou dévoile l'état d'esprit du chef de l'État face aux événements de mai 1968. Pompidou est chargé de remettre de l'ordre dans cette France en grève et paralysée, où presque tout fonctionne au ralenti. « Je peux vous dire que le général de Gaulle a conclu la réunion par ces paroles : la réforme, oui, la chienlit, non ! »

Si le dialogue avec les étudiants est rompu, celui avec les syndicats s'effectue lors d'une négociation historique entre les 25 et 27 mai, dans la grande salle des commissions du ministère des Affaires sociales, rue de Grenelle. Épaulé, entre autres, par Édouard Balladur et son jeune secrétaire d'État aux Affaires sociales, Jacques Chirac, le Premier ministre fait face aux grands leaders syndicaux et ceux du patronat. « Faut-il redire combien la notion de patrie a perdu toute valeur pour beaucoup de jeunes et souligner l'illusion de ceux qui voudraient lui substituer purement et simplement la notion de l'Europe. » écrira Georges Pompidou.

Avec au bout de cette discussion marathon, des résultats non négligeables qui sont obtenus pour les salariés, revalorisation du SMIG de 380 à 520 francs de l'époque, réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine, abaissement progressif de l'âge de la retraite. « J'estime que nous avons atteint un résultat de première importance et qui doit permettre la reprise du travail dans des conditions aussi rapides que le permet la technique », disait Georges Pompidou grâce aux accords de Grenelle le 27 mai 1968. « Je crois d'ailleurs que les organisations syndicales souligneront le caractère fécond de cette négociation. Puisse-t-il être fécond pour les travailleurs, puisse-t-il être fécond pour la France. »

« Je conviens que mon gouvernement n'a pas trouvé aussitôt la solution face au pays désemparé », concédera De Gaulle en septembre 68 pour analyser la révolte du mois de mai. Il faudra quelques jours encore pour que le pays reprenne un cours normal et les élections législatives des 23 et 30 juin 68 (suite à la dissolution de l'Assemblée nationale, le 30 mai 1968) pour que De Gaulle retrouve la stabilité politique qui lui a tant manqué pendant ce printemps 1968.



En lui recommandant de « se sentir prêt à accomplir toute mission et à assurer tout mandat qui pourrait un jour lui être confié par la nation », le général De Gaulle savait qu'après lui, Georges Pompidou serait son digne et fidèle successeur auprès des Français. Il deviendra l'homme qui a modernisé le pays dans la continuité de la politique gaullienne de la France. « Certes le Parlement vote des lois mais les parlementaires se trouvent souvent en présence de textes que seuls des techniciens, travaillant avec l'aide de spécialistes de toutes sortes et l'appui des ordinateurs, ont pu mettre au point. » écrira-t-il.

Georges Pompidou succèdera au général De Gaulle à l'Élysée en juin 1969.

Il fallait une personnalité forte et expérimentée pour gouverner la France, Georges Pompidou fut un Président de la République exceptionnel qui connaissait bien son pays et aimait les Français qui lui ont toujours témoigné leur confiance. « C'est en fréquentant les hommes, en mesurant leurs difficultés, leurs souffrances, leurs désirs et leurs besoins immédiats, qu'on se rend capable de gouverner, d'assurer à un peuple le maximum de bonheur » disait-il.

Avec un sens de l'honneur et de la fidélité à servir son pays, Georges Pompidou s'exprimera ainsi, « Je ressens terriblement le poids de la succession et les responsabilités de mes actes et de mes paroles. J'ai heureusement le don de l'obstination, mais je supporte mal la solitude qui s'empare d'un seul coup des chefs d'État. »

La vision humaniste de Georges Pompidou.

« Mais en tout temps, le peuple veut avoir devant lui quelqu'un qui soit sincère et humain. » Georges Pompidou était un visionnaire optimiste, la politique française meurt de ne plus avoir des hommes tel que lui. « La République doit être celle des politiques au sens vrai du terme, de ceux pour qui les problèmes humains l'emportent sur tous les autres, ceux qui ont de ces problèmes une connaissance concrète, née du contact avec les hommes. » écrivait-il

Le nouvel homme fort du régime s'appelle Georges Pompidou.

Peu croyait que les institutions de 58 et 62 mises en place par le général De Gaulle allaient tenir sans lui, Georges Pompidou fut à la hauteur magnifiquement et mit fin au soulèvement étudiant de 68.

Pour lui « c'est l'intérêt de tous de comprendre qu'on ne peut pas demander à des travailleurs dont le niveau intellectuel ne cesse de s'élever, d'accepter d'être, huit heures par jour et plus, des robots sous prétexte de gagner leur vie. L'homme est fait, ou, en tout cas, croit être fait pour être heureux et la première condition de son bonheur est qu'il puisse aimer son travail. » De surcroît Georges Pompidou pensait au regard de la justice sociale, « Il n'y a aucune raison pour que l'augmentation normale et réelle des salaires ne se poursuive pas dès lors que la politique économique assure le maintien de l'expansion. »

« Les réunions quotidiennes de mai 1968 ont transformé mes rapports avec Georges Pompidou. Je connaissais son intelligence, sa culture, son enracinement dans le terroir d'Auvergne. Maintenant dans la crise, je vois qu'il est aussi un homme d'Etat. Il sait où il veut aller et avec quels moyens » écrira Pierre Messmer. Comme le général De Gaulle, la force de Georges Pompidou, c'était aussi de savoir rassurer les Français. Le fils d'instituteur et petit-fils d'agriculteur, natif de Montboudif dans le Cantal, savait que la France demeure attachée au terroir. « Il incarnait une certaine idée de la France, celle du sens de l'honneur, érigeant le devoir en vertu et faisant appel quotidiennement à un bon sens terrien qui puise ses racines au plus lointain de notre histoire. » disait Bernard Pons à propos de Georges Pompidou.

Un président humble et proche du peuple !

« Ce qui comptait pour mon père, c'était le bonheur des Français » disait son fils Alain Pompidou.

Lors d'une conférence de presse en 1969, Georges Pompidou s'exprimait : « Les peuples heureux n'ont pas d'histoire, je souhaiterais que les historiens n'aient pas trop de choses à dire sur mon mandat, pas de guerre, pas de révolution notamment. Je souhaiterais en revanche qu'on lise dans les manuels d'histoire que, de l'année 1969 à l'année 1976, la France a connu une période

d'expansion, de modernisation, d'élévation du niveau de vie, que grâce au progrès économique et social, elle a connu la paix intérieure, que l'étranger l'a respectée... Que mon nom soit mentionné ou ne le soit pas n'est pas très important. »

L'idéal de Georges Pompidou pour son pays, une évolution lente et sans heurts, selon lui, son propre exemple démontrait que le progrès social était possible dans cette République où il suffisait de se donner du mal. Il était heureux d'avoir connu De Gaulle en 1945. L'amabilité de Georges Pompidou, par ailleurs très appréciée et soutenue par la confiance que le général De Gaulle lui accordait publiquement, facilita l'insertion de son équipe dans le monde politique et administratif déjà aux affaires.

Le 2 septembre 1972, aux cérémonies inaugurales du congrès interparlementaire à Versailles, les mots du Président de la République Georges Pompidou résonnent encore plus aujourd'hui sur l'équilibre des pouvoirs. « Là est sans doute le rôle essentiel du parlementaire obligé par sa fonction à se tenir au contact de ses électeurs, informé mieux que quiconque des besoins, des aspirations, des difficultés des hommes, il peut et doit rappeler sans cesse au pouvoir exécutif que sa mission n'est pas de rechercher des solutions théoriques idéales, mais d'adapter constamment son action aux réalités vivantes. »

Poursuivre résolument une politique de progrès social guidait Georges Pompidou dans sa perception du monde, espérant la réalisation du bonheur humain sur terre. « Lorsqu'on a la responsabilité de gouverner un peuple, on n'a pas le droit de le précipiter dans l'inconnu sous prétexte que c'est amusant de détruire et que ce qui viendrait ensuite pourrait être meilleur. » écrivait-il.

« Il faut monter à ces hauteurs intellectuelles où l'œil contemple le passé, domine le présent et peut entrevoir l'avenir. » écrivait le poète Lamartine auquel Michelet lui écrivit un jour, au temps de Louis-Philippe : « Vous aurez été notre prophète, notre précurseur. Vous êtes celui que nous attendons. »

Nul doute qu'à son époque, Georges Pompidou qui aimait par-dessus tout la poésie aurait apprécié cet échange entre grands esprits, ce qui lui correspondait si bien !

**Christine ALFARGE Secrétaire générale de l'Académie du Gaullisme.*





Réforme des retraites 2023, quel gâchis !

par Paul Kloboukoff,

A la source du brûlant conflit et des désordres actuels se trouvent deux causes majeures : - la personnalité d'Emmanuel Macron, sa soif de pouvoir, son égo surdimensionné et son mépris tranchant des autres ainsi que de leurs opinions ; - « l'impunité électorale », ou « immunité » dont notre président jouit en raison de l'adoption lors du passage au **quinquennat** d'un calendrier fixant les dates des élections législatives au lendemain des présidentielles... sans retour programmé devant les électeurs avant 5 ans.

Bien que favorables au quinquennat au tournant des années 2000, les principaux responsables des partis de droite et de gauche y ont vu une avancée vers la présidentialisation du régime avec un président « chef de parti » devant s'appuyer sur ses sympathisants, et non plus le « président de tous les Français ». Avec l'absence d'élections législatives pendant 5 ans, la démocratie y perdrait également. Ils avaient vu juste.

Dès 2007, devenu président, Nicolas Sarkozy avait abusé de son impunité électorale en ne respectant pas la volonté de la majorité des Français exprimée au **référendum du 29 mai 2005**. Ce jour-là, avec une forte participation (69,33%), une large majorité des Français, **54,68%**, avait répondu **NON** à la question « **Approuvez-vous le projet de loi qui autorise la ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe** ». Le 1^{er} juin, le peuple des Pays-Bas avait rejeté ce traité **constitutionnel**.

Deux ans plus tard, un nouveau **traité** concocté par l'UE, reprenant la majorité du traité rejeté en 2005, était signé par les 27 pays membres, et par le président Sarkozy le 13 décembre 2007. Il avait été décidé en haut lieu qu'en France la ratification du traité se ferait par voie parlementaire... moyennant une « **adaptation** » de la **Constitution française** approuvée par le Parlement le 4 février 2008. Une loi votée par l'AN et le Sénat les 7 et 9 février a **autorisé la ratification du traité de Lisbonne**. Celui-ci est entré en **vigueur** le 1^{er} décembre 2009 et régit toujours l'UE.

Cette manœuvre a été très mal vécue par la majorité des Français. « **Ratifier Lisbonne, une forfaiture !** » a résumé un journaliste. « *Ce que le peuple français a refusé, c'est au peuple français de le concéder, pas à une poignée de parlementaires aux ordres* ».

Cette scabreuse affaire a porté un coup fatal à la confiance des électeurs en leurs élus et dans la représentativité de ces derniers. Pas seulement sur les questions européennes.

Cet épisode a aussi cristallisé une opposition entre les tenants d'une UE fédéraliste, en même temps que du mondialisme et d'un universalisme sans frontières, dont Macron est la figure de proue dans notre pays, face aux défenseurs d'une France conservant sa souveraineté, son identité nationale.

Des solutions envisageables à l'imbroglie institutionnel actuel

Une possibilité consisterait à revenir au septennat. Mais à un septennat unique.

Si l'on tient à conserver le quinquennat, il conviendrait de prévoir des élections législatives à mi-mandat. Ce seraient nos élections « mid-term », à l'image de celles des Etats-Unis d'Amérique, mais limitées à l'Assemblée nationale. La perspective de ces élections devrait assagir les gouvernants, les rendre plus attentifs aux préoccupations et aux opinions des citoyens électeurs.

Aujourd'hui, suivant la voie tracée en 2007, le président peut s'entêter autant qu'il le veut pendant son mandat pour tenter d'imposer n'importe quelle décision, même si celle-ci rencontre d'aussi fortes critiques et oppositions que son actuelle « réforme des retraites ».



Il a pu s'appuyer sur une majorité absolue à l'Assemblée nationale (AN) pendant son 1^{er} quinquennat. Pour le second, aux législatives de 2022 les Français ne lui ont donné qu'une minorité à l'AN... présentée à tort comme une « majorité relative ». Et Macron se comporte comme s'il disposait d'une majorité absolue.

Jusqu'à-là, l'habitude semblait prise de se résigner, de se plier aux décisions tombées d'en haut, même très controversées, surtout si elles étaient avalisées par l'AN. Avec la réforme des retraites 2023, un changement déterminant a lieu, **la fin de la résignation**. Elle a cédé le pas à la volonté apparemment tenace de faire reculer Macron. Et, une détestation s'exprime ouvertement envers sa personne. A quelques jours de la fin du mois de mars, compte tenu du refus de Macron de « négocier », il est difficile de prédire qui lâchera prise et dans quelles conditions. Surtout après l'interview ravageuse du 22 mars.

Ce **mercredi 22 mars à partir de 13 heures**, j'ai eu la faiblesse (inhabituelle de ma part) de regarder à la télé **l'interview du président Macron**, très attendue par les médias, comme celle d'un messie. J'ai eu tort. En effet, le bavard a tenu le même genre de discours vantard que d'habitude, se souciant aussi peu de répondre aux questions posées que du mécontentement, des colères et des oppositions, amplifiées par l'usage du 49.3, que sa réforme a soulevées et fait prospérer.

Il a insisté sur le nombre élevé de batailles gagnées, n'hésitant pas à y inclure un début de **ré industrialisation**... que les chiffres démentent sans pitié. Il s'est encore glorifié, notamment, d'avoir fait baisser le taux de chômage de 9% à 7%. Faux ! Dans mon article « **Stop à la désinformation au service de la Macronie** » publié dans La lettre du 18 juin de mars, j'avais démontré que « *La baisse du chômage, commencée en 2015, ne doit rien à Emmanuel Macron* ». Tant que les oppositions n'ouvriront pas les yeux sur cette réalité, il pourra continuer de se vanter à tort et de prendre les Français pour des pigeons.

A propos du discours de Macron, Laurent Berger, Secrétaire général de la CFDT, syndicat réputé « réformiste », a aussitôt parlé de « **déni et mensonges** ». Pour son collègue Philippe Martinez, patron de la CGT, « **c'est du foutage de gueule** ». Il ne faut donc pas s'attendre à une accalmie de la part de « l'intersyndicale ».

Jean-Luc Mélenchon, lui, a considéré que le président a « **parlé pour ne rien dire** ». Comme cela lui arrive trop souvent. D'ailleurs, il semble que de nombreux citoyens n'attendaient rien de sa part.

« **Mépris et déconnection de la réalité** », sont aussi des constats qui ont fleuri sur les réseaux sociaux.

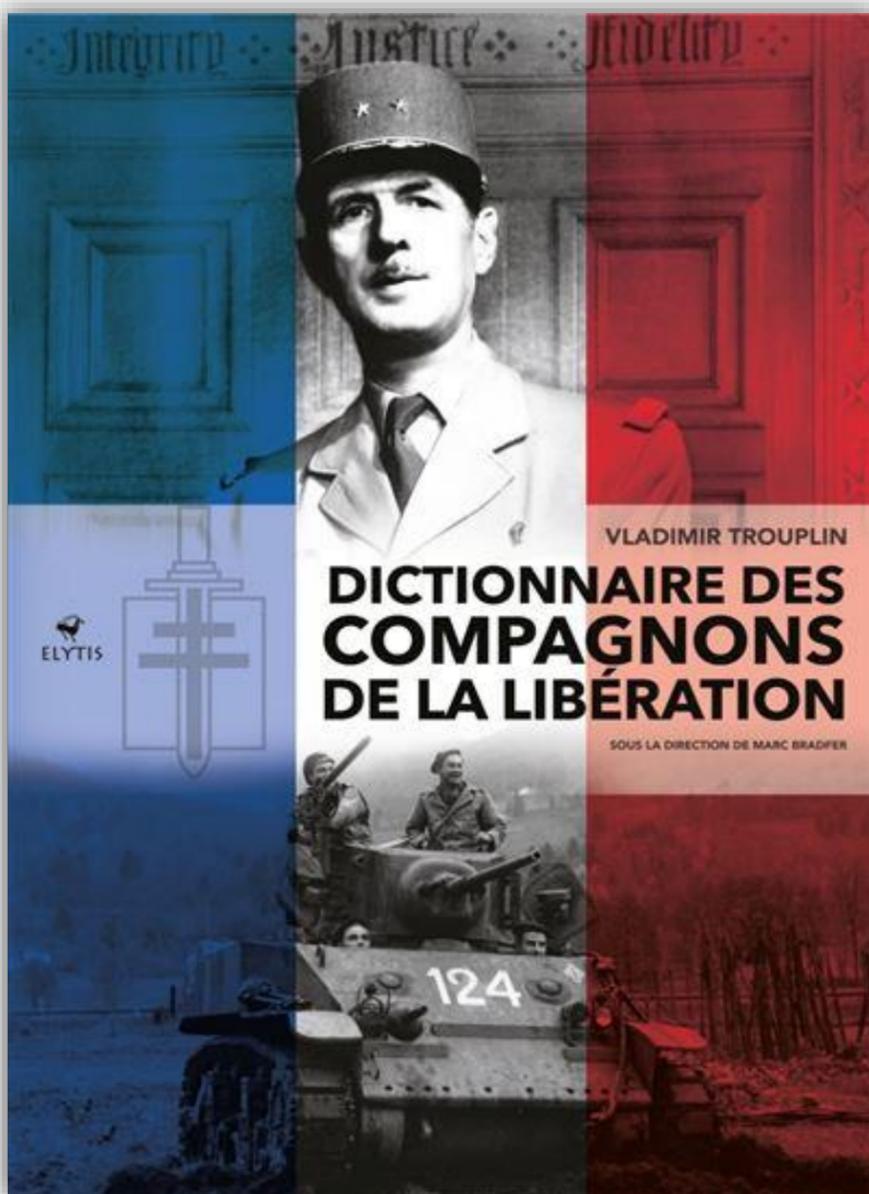
Le président a ainsi encore trouvé l'occasion de « **verser de l'huile sur les braises** ». « **Pas de l'huile. De l'essence !** », ont estimé des observateurs. Comment éteindre l'incendie qui se propage en France dans un climat délétère ? Sans doute pas par une **diversion** en invitant les syndicats à venir parler d'autres sujets que la réforme des retraites.

*Paul KLOBOUKOFF Académie du Gaullisme le 28 mars 2023



Dictionnaire des compagnons de la Libération

Vladimir TROUPLIN est le conservateur du musée de l'ordre de la Libération. Historien, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment de la monumentale première édition du Dictionnaire des compagnons de la Libération (Elytis, 2010)



Dictionnaire des compagnons de la Libération
Vladimir Trouplin
Directeur de publication : Marc Bradfer

Ils ont répondu à l'appel d'un général inconnu, Charles de Gaulle, qui annonce de Londres que la France envahie n'est pas à terre.

Si elle est prisonnière, la patrie ne doit pas se rendre. Pour les milliers d'hommes et de femmes qui vont s'engager, combattre et se sacrifier, résister c'est porter la liberté, l'égalité et la fraternité à bouts de bras, dans les larmes, le courage, le sang et l'honneur.

Si la France Libre incarne dès juin 1940 la rébellion, le plus jeune compagnon de la Libération, Mathurin Henrio, mitraillé en 1944 à l'âge de quatorze ans, est le frère d'armes de Simone Michel-Lévy, du général Leclerc et de Jean Moulin, mais aussi du dernier d'entre eux, Hubert Germain, décédé le 12 octobre 2021 à l'âge de 101 ans.

Cette édition revue et augmentée du Dictionnaire des compagnons de la Libération retrace les parcours exemplaires des 1038 hommes et femmes, l'action des 18 unités militaires et la résistance de 5 communes, Grenoble, l'Île de Sein, Nantes, Paris, Vassieux-en-Vercors. André Malraux affirmera que l'ordre de la Libération est « le symbole de la Libération ».

RÉSUMÉ

« Une chevalerie exceptionnelle créée au moment le plus grave de l'histoire de France ». C'est en ces termes que son fondateur, le général de Gaulle, dépeint l'ordre de la Libération et ses membres, les compagnons de la Libération. Issus de toutes les origines géographiques, sociales et idéologiques, célèbres ou inconnus, mais tous égaux, les 1061 compagnons de la Libération, cette avant-garde de la Résistance au nazisme, ont été le symbole du combat pour la Libération de la France.

Désormais, depuis le 11 novembre 2021, le dernier d'entre eux, Hubert Germain, repose dans la crypte du mémorial de la France combattante du Mont-Valérien. La dernière édition complète et définitive du Dictionnaire des compagnons de la Libération retrace les parcours exemplaires de ces 1038 hommes et femmes, l'action de ces dix-huit unités militaires et la résistance de ces cinq communes française titulaires de la plus prestigieuse des distinctions. Et si l'histoire de chacun d'eux mérite d'être contée, c'est non seulement pour leur rendre l'hommage que nous leur devons, mais également pour irriguer aujourd'hui la réflexion des citoyens que nous sommes.

Le dernier survivant vosgien de la deuxième division blindée fête son centenaire

Roger Le Neurès s'est engagé en juin 1943 dans l'armée du général Leclerc, la deuxième division blindée. Il a fêté son centième anniversaire samedi 25 mars 2023 en présence des autorités de la ville d'Epinal et de ses nombreux amis. Il est le dernier soldat vosgien de cette unité mythique encore en vie.



L'ancien résistant et soldat de la France libre a effectué toute sa carrière à la Sécurité Sociale après la guerre. Il a pris sa retraite à soixante ans, ce qui lui a permis de s'investir dans la vie associative de sa ville.

Le dernier survivant vosgien de la deuxième division blindée ne se départit jamais de son humour, même lorsqu'il reçoit les honneurs de la ville d'Epinal pour son centième anniversaire, le samedi 25 mars 2023. *"Je ne me sens pas vieux, d'ailleurs c'est un mot que je n'emploie jamais"* plaisante l'ancien soldat.

**Je suis entré en résistance à la fin de l'année 1940 en dérobant des armes.
Roger Le Neurès, dernier vétéran vosgien de l'armée du général Leclerc**

Roger Le Neurès est né en Bretagne à Lorient le 25 mars 1923, mais c'est dans les Vosges qu'il a passé sa vie. Devant l'assistance réunie pour son anniversaire à l'hôtel de ville d'Epinal, il cite un par un ses instituteurs et professeurs, du primaire à l'école professionnelle. Arrivé en Lorraine à l'âge de onze ans, la Seconde Guerre mondiale le surprend au sortir de l'adolescence, apprenti dans un garage automobile. *"J'ai vu des milliers de prisonniers français passer sous les fenêtres de notre maison."*

Le 2 septembre 1942, il fuit [la conscription obligatoire](#) instaurée par le gouvernement de Vichy qui vise à envoyer des travailleurs qualifiés français soutenir l'effort de guerre nazi. Direction l'Afrique du Nord et la France Libre, où Roger Le Neurès intègre la deuxième division blindée en 1943.

Le jeune homme suit ensuite tout le parcours de la mythique armée, le débarquement en Normandie en août 1944, la libération de Paris dans le foulée, direction l'est où le Vosgien est blessé à Baccarat en Meurthe-et-Moselle à l'automne. Opéré à Saint-Dié, il ne retrouve son unité qu'en avril 1945, pour achever la victoire des troupes alliées en Allemagne.

Retraité à soixante ans

Le soldat Le Neurès a d'abord été résistant de la première heure. *"Je suis entré en résistance à la fin de l'année 1940 en dérobant des armes au dépôt militaire qui se trouvait au-dessus de l'étang de Chantraine, on les a cachées avec un camarade dans le garage Renault occupé par les Allemands ! C'était la meilleure cache, là où ils n'allaient jamais les chercher..."*

Démobilisé, l'ancien apprenti tôlier-carrossier a effectué toute sa carrière à la Sécurité Sociale, *"c'était moins manuel que l'automobile"* plaisante le centenaire, *"et j'ai eu ma retraite à 60 ans ! D'ailleurs, je suis pour la retraite à 60 ans, parce que c'est à cet âge qu'on profite de la vie."*

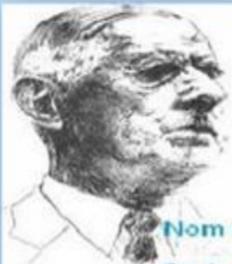
Emmanuel Bouard et Sophie Valsecchi



SOMMAIRE

- Nouvelle Année, Nouvel Espoir : rétablissons la souveraineté de la France. Jacques Myard page 1
- « Ils ont fait la France grandiose... » ... Christine Alfarge page 2
- Le général de Gaulle économie et finances ... Henri Fouquereau page 3
- Note de lecture de l'ouvrage « Entretien avec Michel Anfröl » ... Marc Fosseux page 4
- Noël nous faire redécouvrir l'échange vrai Marc Dugois page 7
- Deux défis majeurs pour le nouveau président américain ... Paul Kloboukoff page 8





BULLETIN D'ADHÉSION ET D'ABONNEMENT À 18 JUIN
Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à :
Académie du Gaullisme

Nom et prénom..... Adresse

Code postal..... Ville.....

Téléphone fix..... Téléphone portable.....

Courriel

Cotisations : ---- x 25 € (plus de 25 ans) ---- x 10 € (moins de 25 ans) ---- x 30 € (couple)
À partir de ---- x 75 € (membre bienfaiteur)

Etablir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme et le retourner à : Académie de Gaullisme, Monsieur ALFARGE Amir
12, Rue Rabelais 86130 JAUNAY- MARIGNY

Site officiel Paris France
www.academie-gaullisme.fr

© 01.04.2023